



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 23 juin 2009

CONTENU

Politique commerciale américaine

Une législation sur la révision de la politique commerciale obtient plus de support..... 1

Accords bilatéraux

Grassley contre l'Administration..... 2

Propriété intellectuelle

L'ACAC et la question de la transparence : fini l'espoir?..... 3

Études économiques et articles connexes..... 4

Politique commerciale

Une législation sur la révision de la politique commerciale obtient plus de support

La Sénatrice républicaine Olympia Snowe a déclaré qu'elle comptait soutenir la législation *Trade Reform, Accountability, Development and Employment (TRADE) Act* portant sur la révision de la politique commerciale présentée l'année dernière par le Sénateur démocrate Sherrod Brown. Cette législation, si elle est entérinée, entraînera une révision extensive des Accords de libre-échange américains et placera de nouvelles conditions lors des négociations commerciales. Lors de la révision, si les Accords ne satisfont pas certains nouveaux critères (notamment en matière d'emploi et d'accessibilité aux médicaments), le projet de loi pourrait obliger le gouvernement américain à renégocier ces Accords.

Dans l'éventualité où Snowe devait endosser le projet de loi TRADE, ceci marquerait un important point en faveur des défenseurs de la législation en raison de l'influence qu'exerce Snowe au sein du Congrès. En plus d'être membre du Comité sénatorial des finances, Snowe est connue pour ses positions pro-démocrates sur certains enjeux, notamment en ce qui a trait au commerce. Par exemple, elle fut l'une des trois républicains à avoir voté en faveur du plan de relance économique en 2008. Le support de Snowe pourrait également faire avancer les intérêts de certains démocrates favorables à une réforme de la politique commerciale américaine. En effet, depuis plusieurs mois, un sentiment d'insatisfaction se fait entendre au Congrès face aux Accords de libre-échange États-Unis/Colombie, États-Unis/Panama et États-Unis/Corée du Sud. Enfin, le support de Snowe viendrait en quelque sorte « légitimer » les critiques de la politique commerciale sous Bush, puisque c'est justement cette politique que le projet de loi TRADE entend réformer.

Il existe par ailleurs une autre législation de ce genre à la chambre basse du Congrès. Il s'agit de l'initiative du Représentant démocrate Michael Michaud qui, en 2008, présenta un projet de loi visant à réorienter la politique commerciale américaine (voir la Chronique du 2 mars 2008). Dans une lettre écrite à ses collègues, Michaud a souligné la nécessité de « réorienter » le débat vers une nouvelle politique commerciale américaine ainsi qu'un nouveau « cadre normatif global » pouvant élargir les bénéfices du commerce tout en évitant d'altérer le *statu quo* (c.-à-d. le modèle ALENA-OMC).



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 23 juin 2009

Source : Éditorial, « Snowe May Co-Sponsor Bill that Would Overhaul U.S. Trade Policy », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 24 - June 19, 2009, p. 5.

Accords bilatéraux

Grassley contre l'Administration

Le haut membre (*ranking member*) du Comité sénatorial des finances, Charles Grassley, a sévèrement critiqué l'Administration Obama pour, dit-il, son « manque de volonté politique » en matière de commerce. En conséquence, Grassley a affirmé que le Congrès risque de ne pas voter sur l'Accord de libre-échange États-Unis/Panama avant l'année prochaine. En ce qui a trait à l'Accord de libre-échange États-Unis/Colombie, Grassley a affirmé qu'en raison des tergiversations de l'Administration Obama, un vote risque de ne pas avoir lieu au Congrès avant la prochaine séance. De plus, Grassley a affirmé qu'il « doutait sérieusement » que l'Administration Obama dispose d'un plan d'action pour l'Accord de libre-échange États-Unis/Corée du Sud. Lors d'un événement organisé par la *Washington International Trade Association*, Grassley a déclaré qu'il apparaît clairement que l'Administration Obama n'est pas prête à « assumer les coûts politiques qu'impliquerait la mise en œuvre des Accords de libre-échange présentement en négociations. »

Si un vote n'a pas lieu sur l'Accord États-Unis/Panama cet automne, il y a de fortes chances qu'il soit reporté jusqu'en 2011 en raison des prochaines élections au Congrès en 2010. En effet, en pleine campagne électorale et en ces temps de crise économique, les congressistes risquent d'être réfractaires à l'idée de prendre des décisions « difficiles » en matière de commerce pour ne pas perdre de votes. Selon Grassley, le manque d'initiatives et de *leadership* depuis le vote du *Trade Adjustment Assistance* (TAA) en janvier dernier démontre que la Maison Blanche n'est « pas vraiment intéressée à poursuivre un agenda commercial concret. » En fait, selon Grassley, la Maison Blanche et le Parti démocrate dans son ensemble ne désirent pas aller de l'avant avec des enjeux commerciaux controversés par crainte de diviser les rangs, et ce, en dépit du consensus quant à l'importance du commerce. Pour Grassley, cet écart entre la rhétorique et l'action politique constitue un « mauvais départ » pour l'Administration Obama. Aussi Grassley a-t-il sévèrement critiqué l'Administration Obama pour ne pas avoir su le consulter sur la question des Zones d'opportunité de reconstruction (ROZ) en Afghanistan et au Pakistan, et ce, malgré les grandes différences entre démocrates et républicains sur cet enjeu. À cet égard, Grassley a rappelé que la coopération bipartisane était plus que jamais nécessaire pour concrétiser les initiatives commerciales cette année. « Sans un consensus bipartisan incluant la Maison Blanche et les deux partis, le Congrès ne réussira pas à passer au vote sur ces législations. »

« En plaçant le commerce dans le cadre plus large de la relance économique, je crains que nous attendions trop longtemps avant d'apprécier les résultats. Nos partenaires et exportateurs, eux, n'ont pas le temps d'attendre. »

Par ailleurs, sur la question de la réforme des tarifs préférentiels dans les relations commerciales que les États-Unis entretiennent avec les pays en voie de développement, Grassley a déclaré qu'il en discuterait dès cet été avec son collègue Max Baucus, président du Comité sénatorial des finances. Selon Grassley, la réforme du Système généralisé de préférences (GSP) est un des piliers de la politique commerciale américaine. Conséquemment, il est nécessaire que les États-



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 23 juin 2009

Unis adoptent une « politique clairement définie et que les avantages soient plus équitablement répartis entre les 130 États actuellement bénéficiaires du programme GSP. » En effet, selon Grassley, des pays comme l'Inde doivent comprendre qu'ils ne peuvent continuer à bénéficier du programme GSP tout en adoptant des positions contraires aux intérêts américains dans le Cycle de Doha. « Les États-Unis ont un droit légitime de demander un degré de réciprocité dans leurs relations commerciales avec les pays en voie *avancée* de développement qui bénéficient du GSP. Après tout, pourquoi devrions-nous continuer de leur fournir unilatéralement ce genre d'avantages, s'il y a absence de réciprocité? »

Sources : Jamie Strawbridge, « Grassley: Colombia FTA Slipping to Next Congress, Panama Next Year », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 24 - June 19, 2009, p. 22-23. Senator Chuck Grassley, « Grassley Expresses Disappointment Over Stalled Trade Agenda ». Remarks before the Washington International Trade Association (WITA) on U.S. Trade Policy, Thursday, June 18, 2009.

[En ligne]: http://grassley.senate.gov/news/Article.cfm?customel_dataPageID_1502=21364

Propriété intellectuelle

L'ACAC et la question de la transparence : fini l'espoir?

Deux organisations non gouvernementales (ONG), *Electronic Frontier Foundation* et *Public Knowledge*, ont annoncé le 17 juin dernier qu'elles retireraient leur poursuite judiciaire contre le Bureau du Représentant américain pour le commerce (USTR). Cette poursuite était une façon pour ces ONG de faire pression pour que l'USTR rende publics les détails des négociations de l'Accord commercial anti-contrefaçon (ACAC). Selon les deux ONG, leur poursuite avait peu de chance de succès après que les avocats représentant l'Administration Obama aient déclaré que les documents de l'ACAC étaient classés *For Official Use Only* (FOUO) pour des raisons de sécurité nationale et de politique étrangère. Les avocats en question ont affirmé que rendre publics de tels documents pourrait mettre en danger la conclusion des négociations de l'ACAC. Les avocats ont soumis à la Cour une déclaration de l'adjoint à l'USTR, Stan McCoy, qui, avec le conseiller général de l'USTR, Warren Maruyama, ont passé en revue plus de 1362 pages de documents de l'ACAC et les auraient jugés trop « sensibles » pour être rendus publics. La déclaration de McCoy décrit les raisons pour lesquelles la sortie d'importants documents comme ceux de l'ACAC doivent faire l'objet d'une exception au *Freedom of Information Act*, puisqu'ils risquent de nuire aux intérêts américains. Selon Gwen Hinze, la directrice d'*EFF International Policy*, une

Déclaration de McCoy

« Même si nous limitons la sortie des documents, je m'attends à ce que nos partenaires commerciaux perçoivent ce geste comme une tentative d'imposer nos positions en générant une forme de pression intérieure afin de ne pas faire de concessions. Ceci, en retour, risque de créer un effet domino et pousser nos partenaires à adopter des tactiques similaires, diminuant ainsi les chances qu'un accord soit conclu sous des termes favorables aux États-Unis. Si les États-Unis décident unilatéralement de rendre publics des documents ayant fait l'objet de transmissions d'informations en toute confiance avec leurs partenaires commerciaux, nous risquerons de perdre notre crédibilité lors d'éventuelles négociations du fait de la perte de confiance que cela pourrait générer chez nos partenaires. Ceci ne peut que heurter les intérêts américains. »



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 23 juin 2009

telle manœuvre politico-juridique de la part de l'Administration Obama est contraire à la notion de « transparence et d'équilibre » dans la prise de décision. « Pendant que les grandes entreprises médiatiques et pharmaceutiques ont accès aux documents de l'ACAC, Hinze a déclaré, les citoyens – ceux-là mêmes qui risquent d'être le plus affectés par l'Accord – ont dû se contenter de quelques récits journalistiques et n'ont reçu aucune information sur le contenu des négociations. » À cet égard, le porte-parole de l'USTR, Nefeterius McPherson, a rétorqué que les allégations d'abus et de manque de transparence des ONG sont totalement infondées. Selon McPherson, la « protection de la confiance des partenaires commerciaux des États-Unis est cruciale dans le cadre de négociations et constitue une priorité totalement légitime. »

Entre-temps, les ONG ont déclaré qu'elles continueront de faire pression sur l'USTR pour qu'il fasse preuve de plus de transparence face à l'ACAC et pour qu'il fasse en sorte que les associations de consommateurs soient représentées sur le Comité de l'*Intellectual Property Industry Trade Advisory* (ITAC). Elles ont également demandé à l'USTR qu'un Comité consultatif issu de la société civile soit formé pour débattre de tous les enjeux affectant les intérêts des citoyens. Pour sa part, l'USTR a déclaré qu'il examinerait comment la société civile pourrait être mieux représentée dans le système consultatif. Selon McPherson, l'USTR est « prêt à élargir le dialogue sur le commerce et s'engage à plus de diversité dans ces comités consultatifs. »

En dépit de ce geste de bienveillance, l'USTR a annoncé qu'il allait de l'avant avec les négociations de l'ACAC en juillet 2009. D'autant plus que les ONG en question, de même qu'Oxfam et Médecins sans frontières s'étaient fait promettre une rencontre avec l'USTR à la suite des négociations sur l'ACAC du mois de mai afin de discuter de transparence, mais cette rencontre n'a jamais eu lieu. Les ONG ont perçu ce message comme un « rejet » de leurs demandes.

Source : Éditorial, « NGOs Withdraw ACTA Lawsuit, Blast USTR for Lack of Transparency », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 24 - June 19, 2009, p. 12.

Études économiques et articles connexes

Felix Oberholzer-Gee et Koleman Strumpf, *File-Sharing and Copyright*, Harvard School of Business, Working Paper 09-132, 2009, 46p. [En ligne]: <http://www.hbs.edu/research/pdf/09-132.pdf>

Peter S. Menell, Lynn Pasahow, James Pooley and Matthew Powers, *Patent Case Management Judicial Guide*, UC Berkeley Public Law Research Paper No. 1328659, June 1, 2009, 650p. [En ligne]: http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1328659

Public Knowledge/Electronic Frontier Foundation, *Government Still Blocking Information on Secret IP Enforcement Treaty*, Press Release, May 6, 2009. [En ligne]: <http://www.publicknowledge.org/node/2146>

USTR, *2009 Special 301 Report*, Washington D.C.: Office of the U.S. Trade Representative (USTR), 2009, 44p. [En ligne]: <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/reports-and-publications/2009/2009-special-301-report>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 23 juin 2009

Randall Henning, *US Interests and the International Monetary Fund*, Peterson Institute for International Economics, Policy Briefs, June 2009, 15p. [En ligne]: <http://www.iie.com/publications/pb/pb09-12.pdf>

Martin Neil Baily et Douglas J. Elliott, *The US Financial and Economic Crisis: Where Does It Stand and Where Do We Go From Here?*, Brookings Institution Business and Public Policy, Fixing Finance Series, Number 7, 2009, 26p. [En ligne]: http://www.brookings.edu/papers/2009/0615_economic_crisis_baily_elliott.aspx

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

